

Production écoresponsable de légumes : Les spécialistes se donnent rendez-vous chez GléGan ce mardi

A défaut de trouver des intrants biologiques certifiés par un organisme, des techniques et méthodes écologiques existent pour une production écoresponsable de légumes au Bénin. A ce effet, des spécialistes en agriculture écologiques et biologiques se donnent rendez-vous mardi 16 novembre 2021, chez GléGan, entreprise de distribution d'intrants et d'équipements agricoles. Ceci, pour une journée de partage d'expériences et d'orientation entre maraîchers.



De 08 à 19h, des techniciens spécialisés en : Approvisionnement en Intrants spécifiques ; Mise en place de pépinière ; Gestion efficace des ravageurs ; Fertilisation du Sol ; Les systèmes d'irrigation, seront mobilisés pour partager non seulement leurs expériences en la matière mais répondre aux préoccupations des participants épris de cette forme de production maraîchère. Et pour ce fait, les participants passeront à tour de rôles auprès des spécialistes de chaque thématique pour une consultation directe (tête à tête) suivant l'approche World coffee..

Outre l'aspect technique lié à la production, les circuits de

commercialisation de ces produits maraîchers, en d'autres termes produire avec moins d'intrants chimiques de synthèse, seront présentés aux participants afin qu'ils puissent tisser des liens d'affaires sur ce marché de niche qui se développe peu à peu dans les grandes villes du Bénin

L'un des objectifs visé par le promoteur de la boutique GléGan , Anicet Semassa, en initiant cette journée est de permettre aux maraîchers ou entrepreneurs agricoles soucieux de la sécurité sanitaire des aliments de s'approprier des techniques et intrants bio disponibles pour produire des légumes sains.

Par ailleurs, au cours de cette journée de conseils agricoles sur le maraîchage, la boutique de vente d'intrants et d'équipements agricoles GléGan, offre une réduction allant de 5 à 15 % sur l'achat en tout produit. GléGan est située au carrefour Misséssinto à 50 mètres à gauche en quittant Calavi pour Glo.

Communiqué de la CEDEAO, du CILSS et de l'UEMOA sur la COP26 et le changement climatique

La CEDEAO, Le CILSS et l'UEMOA,

Vu la contribution du Groupe de travail I du GIEC au Sixième rapport d'évaluation (RE6) affirmant qu'un réchauffement climatique de +1,5°C comme de +2°C sera dépassé au cours du XXIe siècle, à moins que des réductions importantes d'émissions de dioxyde de carbone (CO2) et d'autres gaz à effet de serre ne se produisent dans les prochaines

décennies ;

Considérant le dernier rapport de synthèse de la CCNUCC sur les contributions déterminées au niveau national (CDN) qui prévoit une température estimée à la fin du siècle à +2,7 °C ;

Considérant également que 5 des 10 pays les plus vulnérables aux changements climatiques se situent en Afrique de l'Ouest, que la région subit déjà des impacts visibles et fait face à des enjeux colossaux tels que les dégradations des ressources naturelles et de la biodiversité, des conflits grandissants entre les usagers de l'eau et de la terre, des migrations internes et externes plus abondantes, l'accentuation de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté dans certaines zones, etc. ;

Rappelant la Résolution n° 1/CXII/21 de la 112ème session du Conseil des Ministres de l'OEACP tenue par visioconférence les 7 et 8 juillet 2021 ;

Reconnaissent que nous sommes maintenant en état d'urgence climatique ;

Appellent la COP26 et la CMA3 à reconnaître cet état d'urgence et à souligner l'urgence d'une action accrue pour lutter contre le changement climatique ;

Réitèrent que les pays d'Afrique de l'Ouest sont engagés dans la lutte contre le changement climatique et que leurs CDN ont été revues et mises à jour en conséquence ;

Expriment leur profonde déception suite au dernier rapport de l'OCDE (2021) montrant que le financement de l'action climatique cumulé est de 79,6 milliards de dollars en 2019, loin derrière l'objectif collectif de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 ;

Appellent à ce que la COP26 se concentre sur le financement de l'action climatique et la mobilisation effective de 100

milliards de dollars par an jusqu'à ce qu'un nouvel objectif collectif très ambitieux de financement de l'action climatique soit adopté d'ici 2025 ;

Réitèrent que le processus de négociation sur la finance climat doit être inclusif et bien informé, en particulier par le Comité permanent du financement sur les besoins des pays en développement ;

Demandent en outre que le nouvel objectif de financement de l'action climatique soit fixé à un niveau cohérent avec les trajectoires requises pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris;

Demandent à la COP26 de décider :

- concernant l'article 6 : un traitement équilibré entre le 6.2 et le 6.4, y compris la part du produit des résultats d'atténuation transférables au niveau international (ITMO) au titre de l'article 6.2 pour financer l'adaptation ;
- un calendrier commun de 5 ans pour les CDN afin d'éviter le blocage d'une ambition et d'une flexibilité faibles ;
- l'opérationnalisation de l'Objectif Mondial d'Adaptation en vue de fournir un financement adéquat ;
- l'opérationnalisation du Réseau de Santiago et des recommandations claires pour financer les Pertes et Dommages ;
- une approche équilibrée de l'atténuation et de l'adaptation et de l'inclusion dans le cadre du Bilan mondial (GST, renforcement des capacités des pays en développement).

Pour plus d'informations, contacter :

Direction de la Communication, Commission de la CEDEAO

Téléphone : +234 8102507938 – Email : soulate@ecowas.int

Twitter : @ecowas_cedeao – Facebook : Ecowas-Cedeao

www.ecowas.int

La une du mois de novembre 2021